



CANADA-NOVA SCOTIA
OFFSHORE PETROLEUM BOARD

**Office Canada – Nouvelle-Écosse
des hydrocarbures extracôtiers**

Loi sur l'accès à l'information
Rapport annuel au Parlement

1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014

LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION RAPPORT ANNUEL DÉPOSÉ AU PARLEMENT (2013 – 2014)

Introduction

La *Loi sur l'accès à l'information* (la Loi) donne aux citoyens, aux résidents permanents et à toute personne ou société par actions présente au Canada un droit d'accès aux renseignements que contiennent les dossiers du gouvernement. Il incombe aux ministres et aux dirigeants des agences et des organismes de veiller à ce que leurs organisations se conforment aux dispositions de la Loi.

Le présent document est le rapport annuel soumis au Parlement par l'Office Canada – Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers sur l'administration de la *Loi sur l'accès à l'information* au sein de l'Office au cours de l'exercice financier terminé le 31 mars 2014, conformément à l'article 72 de la Loi. Le présent rapport est déposé auprès du Parlement conformément aux exigences de l'article 72 de la Loi. L'Office a reçu 28 demandes d'accès à l'information pendant la période visée par le rapport.

L'Office

L'Office Canada – Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers a été constitué en 1990 par une loi du Parlement, la *Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada-Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers*, LC 1988, c 28 (la « Loi de mise en œuvre »), et par une loi de la Nouvelle-Écosse, la *Canada-Nova Scotia Offshore Petroleum Resources Accord Implementation (Nova Scotia) Act*, S.N.S. 1987, c. 3, pour gérer la prospection, l'exploitation et la production pétrolières de la zone extracôtière de la Nouvelle-Écosse. Les éléments suivants font partie du mandat de l'Office :

- la santé et la sécurité des travailleurs en zone extracôtière;
- la protection de l'environnement;
- la gestion et la conservation des ressources extracôtières en hydrocarbures;
- la conformité aux dispositions des lois de mise en œuvre de l'Accord sur l'emploi au Canada et en Nouvelle-Écosse et sur les retombées économiques;
- la délivrance de permis pour la prospection et la production extracôtières,
- l'évaluation de la ressource, la collecte de données sur la ressource, la conservation et la distribution de la ressource.

L'Office relève du ministre fédéral des Ressources naturelles à Ottawa, Ontario, et du ministre de l'Énergie à Halifax, Nouvelle-Écosse. L'Office se compose de cinq membres et deux membres remplaçants : le président, nommé conjointement par les gouvernements fédéral et provincial, deux membres et un remplaçant nommés par le gouvernement fédéral et deux membres et un remplaçant nommés par le gouvernement de la Nouvelle-Écosse. Le personnel de l'Office se compose de 39 employés travaillant au siège social de l'Office, situé à Halifax, et au Geoscience Research Centre (centre de recherche géoscientifique) de Dartmouth, en Nouvelle-

Écosse. L'Office est un organisme désigné comme « organisation gouvernementale » dans l'Annexe I de la *Loi sur l'accès à l'information*.

Divulgence de renseignements

Les sociétés et les entreprises qui font de la prospection ou la mise en valeur de la ressource doivent, avant que les activités qu'elles se proposent de faire soient approuvées, déposer des rapports et fournir des renseignements et échantillons à l'Office. L'article 122 de la loi de mise en œuvre stipule qu'en règle générale, les renseignements ou la documentation fournis conformément aux parties II ou III de cette loi sont confidentiels et ne peuvent être divulgués sans le consentement écrit de la personne qui les a fournis. Cette disposition ne vise toutefois pas la divulgation de certains types de renseignements après l'expiration des périodes de non-divulgence définies. L'Office a pour politique de mettre ces renseignements à la disposition du public, conformément aux pratiques administratives établies. L'Office a publié la liste des renseignements qui peuvent ainsi être divulgués; cette liste est mise à jour tous les ans.

Cinq des employés de l'Office travaillent à temps plein au centre de recherche géoscientifique, et entre autres fonctions, ces employés traitent les demandes de renseignements techniques et d'accès aux échantillons. En outre, l'Office tient à jour un registre des permis, appelés « titres » dans la *Loi de mise en œuvre*, et des actes portant sur les titres. Le registre est tenu à jour par un employé – le Directeur – qui prépare des résumés des titres et des actes portant sur les titres, répond aux demandes de copies de documents enregistrés et fournit tous autres renseignements pertinents.

La plupart des demandes de renseignements adressées au centre de recherche ont trait au registre ou sont des demandes de renseignements techniques et d'accès aux échantillons adressées au laboratoire et à l'installation d'entreposage des données; elles sont traitées sans qu'il soit nécessaire d'avoir recours aux procédures prévues dans la *Loi sur l'accès à l'information*. L'Office reçoit aussi beaucoup de demandes du public et des médias pour des renseignements d'ordre général ayant trait aux activités pétrolières. Ces demandes sont faites de façon informelle, et l'Office est habituellement en mesure de fournir ces renseignements.

Politiques, procédures et formation

L'Office a mis en place une politique et une procédure officielles pour répondre aux demandes d'accès à l'information. Les demandes de renseignements formelles sont renvoyées au coordonnateur, accès à l'information et protection des renseignements personnels (le coordonnateur). Le coordonnateur a participé au congrès de l'Association canadienne d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels; il a également assisté à une séance de formation offerte par la division Politiques de l'information et de la protection des renseignements personnels du SCT. Une conférence et une séance de formation ont été offertes par la division Politiques de

l'information et de la protection des renseignements personnels du SCT. En réponse aux modifications apportées par le SCT, l'OCNEHE publie maintenant le chapitre Info Source sur son site Web (en anglais seulement).

Délégation de pouvoirs

Le président de l'Office a été désigné comme « responsable » de l'Office au sens de l'article 3 de la Loi sur l'accès à l'information par modification datée du 8 avril 1992 (92-54) du *Décret sur la désignation des responsables d'institutions fédérales pour l'application de la Loi sur l'accès à l'information*, C.P. 1983-1835. Conformément à l'article 73 de la Loi, le président a désigné le chef de la direction et le coordonnateur, accès à l'information et protection des renseignements personnels de l'Office à exercer les pouvoirs, devoirs et fonctions du président sous le régime de la Loi.

Points soulevés relativement à l'accès à l'information

L'Office a reçu 11 plaintes pendant la période visée par le rapport, soit la période terminée le 31 mars 2014. Une plainte d'une période précédente (2010-2011) a été réglée au cours de la période visée par le rapport. Une plainte relative à la période 2011-2012 a été reçue en octobre 2013.

Au 31 mars 2014, cinq plaintes avaient été réglées et huit dossiers étaient en cours. L'OCNEHE a transmis au bureau du Commissaire à l'information toutes ses représentations concernant les dossiers ouverts. L'OCNEHE espère que ces dossiers pourront être fermés dans un avenir rapproché.

Rapport statistique

Le rapport statistique pour l'exercice terminé 31 mars 2014. Ce rapport reflète les demandes formelles reçues ou traitées au cours de la période considérée.

RAPPORT STATISTIQUE – INTERPRÉTATION ET EXPLICATION

Le lecteur trouvera ci-dessous une interprétation et une explication des renseignements figurant dans le rapport statistique annuel des pages précédentes.

I : Demandes sous le régime de la Loi sur l'accès à l'information

L'OCNEHE a reçu 25 demandes en 2013-2014, et des réponses ont été données à 28 demandes. Aucune demande n'était en suspens à la fin de la période visée par le rapport.

II : Disposition des demandes ayant reçu réponse

Pour ce qui est des demandes ayant reçu réponse pendant la période 2013-2014, l'Office a accordé en tout ou en partie l'accès demandé, mais dans certains cas, il n'existait aucun document.

III et IV : Exemptions invoquées et exclusions citées

Mesures d'exemption invoquées : paragraphes 19(1), 20(1)(a), 20(1)(b), 23, 24(1)

V et VI : Délai de réponse et prolongation

En 2013-2014, le délai réglementaire pour répondre à trois demandes a été dépassé parce qu'il a été nécessaire de procéder à des consultations internes et externes.

VII : Traduction

En 2013-2014, aucune traduction n'a été nécessaire pour répondre aux demandes.

VIII : Méthode d'accès

L'accès a été offert par copies papier.

IX : Droits

La *Loi sur l'accès à l'information* autorise l'Office à exiger des droits pour certaines activités liées au traitement des demandes officielles présentées en vertu de la *Loi*. En plus des droits de 5 \$ liés à la demande, des frais de recherche, de préparation et de reproduction peuvent également s'appliquer. Le barème actuel des frais est précisé dans le règlement sur l'accès à l'information. Aucuns frais ne sont exigés pour l'examen des dossiers, comme frais généraux ou frais de port. Conformément à l'article 11 de la *Loi*, aucuns frais ne sont exigés pour les cinq premières heures consacrées à la recherche d'un dossier ou à la préparation des documents en vue de leur divulgation.

La *Loi sur l'accès à l'information* autorise l'Office à renoncer aux droits ou aux frais lorsqu'il est déterminé que cela est dans l'intérêt public.

En 2013-2014, l'Office a perçu des frais de 100 \$.

X : Coûts

En 2013-2014, les frais d'administration liés directement à la *Loi sur l'accès à l'information* se sont élevés à 41 500 \$ de coûts salariaux.

Formation en matière d'accès à l'information

Au cours de la période visée par le rapport, le coordonnateur de l'AIPRP a assisté à une conférence et participé à une séance de formation d'une journée.



Rapport statistique sur la *Loi sur l'accès à l'information*

Nom de l'institution : Canada Nova Scotia Offshore PETROLEUM BOARD

Période visée par le rapport : 4/1/2013 au 3/31/2014

PARTIE 1 – Demandes en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*

1.1 Nombre de demandes

| | Nombre de demandes |
|---|--------------------|
| Reçues pendant la période visée par le rapport | 25 |
| En suspens à la fin de la période de rapport précédente | 3 |
| Total | 28 |
| Fermées pendant la période visée par le rapport | 28 |
| Reportées à la prochaine période de rapport | 0 |

1.2 Source des demandes

| Source | Nombre de demandes |
|------------------------------------|--------------------|
| Médias | 1 |
| Secteur universitaire | 0 |
| Secteur commercial (secteur privé) | 18 |
| Organisme | 6 |
| Public | 0 |
| Total | 25 |

PARTIE 2 – Demandes fermées pendant la période visée par le rapport

2.1 Disposition et délai de traitement

| Disposition | Délai de traitement | | | | | | | Total |
|-------------------------|---------------------|---------------|---------------|----------------|-----------------|-----------------|-------------------|-----------|
| | 1 à 15 jours | 16 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 120 jours | 121 à 180 jours | 181 à 365 jours | Plus de 365 jours | |
| Communication totale | 4 | 4 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 9 |
| Communication partielle | 0 | 3 | 4 | 6 | 0 | 1 | 0 | 14 |
| Tous exemptés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Tous exclus | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Aucun document n'existe | 1 | 1 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 |
| Demande transmise | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Traitement informel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 5 | 8 | 7 | 6 | 0 | 2 | 0 | 28 |

2.2 Exceptions

| Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes |
|---------------|--------------------|-----------|--------------------|-----------|--------------------|---------|--------------------|
| 13(1)a) | 1 | 16(2)a) | 0 | 18a) | 0 | 20.1 | 0 |
| 13(1)b) | 0 | 16(2)b) | 0 | 18b) | 0 | 20.2 | 0 |
| 13(1)c) | 0 | 16(2)c) | 0 | 18c) | 0 | 20.4 | 0 |
| 13(1)d) | 0 | 16(3) | 0 | 18d) | 0 | 21(1)a) | 1 |
| 13(1)e) | 0 | 16.1(1)a) | 0 | 18.1(1)a) | 0 | 21(1)b) | 1 |
| 14a) | 0 | 16.1(1)b) | 0 | 18.1(1)b) | 0 | 21(1)c) | 0 |
| 14b) | 0 | 16.1(1)c) | 0 | 18.1(1)c) | 0 | 21(1)d) | 0 |
| 15(1) - A.I.* | 0 | 16.1(1)d) | 0 | 18.1(1)d) | 0 | 22 | 0 |
| 15(1) - Déf.* | 0 | 16.2(1) | 0 | 19(1) | 10 | 22.1(1) | 0 |
| 15(1) - A.S.* | 0 | 16.3 | 0 | 20(1)a) | 0 | 23 | 1 |
| 16(1)a)(i) | 0 | 16.4(1)a) | 0 | 20(1)b) | 0 | 24(1) | 1 |
| 16(1)a)(ii) | 0 | 16.4(1)b) | 0 | 20(1)b.1) | 0 | 26 | 0 |
| 16(1)a)(iii) | 0 | 16.5 | 0 | 20(1)c) | 0 | | |
| 16(1)b) | 0 | 17 | 0 | 20(1)d) | 0 | | |
| 16(1)c) | 0 | | | | | | |
| 16(1)d) | 0 | | | | | | |

* A.I. : Affaires internationales Déf. : Défense du Canada A.S. : Activités subversives

2.3 Exclusions

| Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes |
|---------|--------------------|---------|--------------------|---------------|--------------------|
| 68a) | 0 | 69(1)a) | 0 | 69(1)g) re a) | 0 |
| 68b) | 0 | 69(1)b) | 0 | 69(1)g) re b) | 0 |
| 68c) | 0 | 69(1)c) | 0 | 69(1)g) re c) | 0 |
| 68.1 | 0 | 69(1)d) | 0 | 69(1)g) re d) | 0 |
| 68.2a) | 0 | 69(1)e) | 0 | 69(1)g) re e) | 0 |
| 68.2b) | 0 | 69(1)f) | 0 | 69(1)g) re f) | 0 |
| | | | | 69.1(1) | 0 |

2.4 Support des documents divulgués

| Disposition | Papier | Électronique | Autres |
|-------------------------|-----------|--------------|----------|
| Communication totale | 8 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 15 | 0 | 0 |
| Total | 23 | 0 | 0 |

2.5 Complexité

2.5.1 Pages pertinentes traitées et divulguées

| Disposition des demandes | Nombre de pages traitées | Nombre de pages divulguées | Nombre de demandes |
|--------------------------|--------------------------|----------------------------|--------------------|
| Communication totale | 77 | 77 | 0 |
| Communication partielle | 6261 | 1419 | 0 |
| Tous exemptés | 0 | 0 | 0 |
| Tous exclus | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 0 | 0 | 0 |

2.5.2 Pages pertinentes traitées et divulguées en fonction de l'ampleur des demandes

| Disposition | Moins de 100 pages traitées | | 101 à 500 pages traitées | | 501 à 1 000 pages traitées | | 1 001 à 5 000 pages traitées | | Plus de 5 000 pages traitées | |
|-------------------------|-----------------------------|------------------|--------------------------|------------------|----------------------------|------------------|------------------------------|------------------|------------------------------|------------------|
| | Nombre de demandes | Pages divulguées | Nombre de demandes | Pages divulguées | Nombre de demandes | Pages divulguées | Nombre de demandes | Pages divulguées | Nombre de demandes | Pages divulguées |
| Communication totale | 9 | 77 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 10 | 376 | 4 | 1029 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Tous exemptés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Tous exclus | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 19 | 453 | 4 | 1029 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

2.5.3 Autres complexités

| Disposition | Consultation requise | Estimation des frais | Avis juridique | Autres | Total |
|-------------------------|----------------------|----------------------|----------------|----------|----------|
| Communication totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 2 | 0 | 0 | 0 | 2 |
| Tous exemptés | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Tous exclus | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 2 | 0 | 0 | 0 | 2 |

2.6 Retards

2.6.1 Raisons des retards dans le traitement des demandes

| Nombre de demandes fermées en retard | Raison principale | | | |
|--------------------------------------|-------------------|----------------------|----------------------|--------|
| | Charge de travail | Consultation externe | Consultation interne | Autres |
| 3 | 0 | 0 | 2 | 1 |

2.6.2 Nombre de jours de retard

| Nombre de jours en retard | Nombre de demandes en retard où le délai n'a pas été prorogé | Nombre de demandes en retard où le délai a été prorogé | Total |
|---------------------------|--|--|----------|
| 1 à 15 jours | 0 | 1 | 1 |
| 16 à 30 jours | 0 | 0 | 0 |
| 31 à 60 jours | 0 | 0 | 0 |
| 61 à 120 jours | 0 | 0 | 0 |
| 121 à 180 jours | 0 | 0 | 0 |
| 181 à 365 jours | 1 | 1 | 2 |
| Plus de 365 jours | 0 | 0 | 0 |
| Total | 1 | 2 | 3 |

2.7 Demandes de traduction

| Demandes de traduction | Acceptées | Refusées | Total |
|--------------------------|-----------|----------|-------|
| De l'anglais au français | 0 | 0 | 0 |
| Du français à l'anglais | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 |

PARTIE 3 – Prorogations

3.1 Motifs des prorogations et disposition des demandes

| Disposition des demandes nécessitant une prorogation | 9(1)a) Entrave au fonctionnement | 9(1)b) Consultation | | 9(1)c) Avis à un tiers |
|--|-------------------------------------|------------------------|--------|---------------------------|
| | | Article 69 | Autres | |
| Communication totale | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 8 | 0 | 0 | 4 |
| Tous exemptés | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Tous exclus | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Aucun document n'existe | 3 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 11 | 0 | 0 | 4 |

3.2 Durée des prorogations

| Durée des prorogations | 9(1)a) Entrave au fonctionnement | 9(1)b) Consultation | | 9(1)c) Avis à un tiers |
|------------------------|-------------------------------------|------------------------|--------|---------------------------|
| | | Article 69 | Autres | |
| 30 jours ou moins | 3 | 0 | 0 | 0 |
| 31 à 60 jours | 9 | 0 | 0 | 0 |
| 61 à 120 jours | 2 | 0 | 0 | 0 |
| 121 à 180 jours | 1 | 0 | 0 | 0 |
| 181 à 365 jours | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Plus de 365 jours | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 15 | 0 | 0 | 0 |

PARTIE 4 – Frais

| Type de frais | Frais perçus | | Frais dispensés ou remboursés | |
|-------------------------|--------------------|---------|-------------------------------|---------|
| | Nombre de demandes | Montant | Nombre de demandes | Montant |
| Présentation | 20 | \$100 | 0 | \$0 |
| Recherche | 0 | \$0 | 0 | \$0 |
| Production | 0 | \$0 | 0 | \$0 |
| Programmation | 0 | \$0 | 0 | \$0 |
| Préparation | 0 | \$0 | 0 | \$0 |
| Support de substitution | 0 | \$0 | 0 | \$0 |
| Reproduction | 0 | \$0 | 0 | \$0 |
| Total | 20 | \$100 | 0 | \$0 |

PARTIE 5 – Demandes de consultation reçues d'autres institutions et organismes

5.1 Demandes de consultation reçues d'autres institutions fédérales et organismes

| Consultations | Autres institutions fédérales | Nombre de pages à traiter | Autres organismes | Nombre de pages à traiter |
|---|-------------------------------|---------------------------|-------------------|---------------------------|
| Reçues pendant la période visée par le rapport | 6 | 390 | 0 | 0 |
| En suspens à la fin de la période de rapport précédente | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 6 | 390 | 0 | 0 |
| Fermées pendant la période visée par le rapport | 0 | 390 | 0 | 0 |
| Reportées à la prochaine période de rapport | 6 | 0 | 0 | 0 |

5.2 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres institutions fédérales

| Recommandation | Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation | | | | | | | Total |
|---------------------------------|--|---------------|---------------|----------------|-----------------|-----------------|-------------------|-------|
| | 1 à 15 jours | 16 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 120 jours | 121 à 180 jours | 181 à 365 jours | Plus de 365 jours | |
| Communiquer en entier | 3 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 |
| Communiquer en partie | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| Exempter en entier | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| Exclure en entier | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Consulter une autre institution | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autre | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 3 | 2 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 |

5.3 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres organismes

| Recommandation | Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation | | | | | | | Total |
|---------------------------------|--|---------------|---------------|----------------|-----------------|-----------------|-------------------|-------|
| | 1 à 15 jours | 16 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 120 jours | 121 à 180 jours | 181 à 365 jours | Plus de 365 jours | |
| Communiquer en entier | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communiquer en partie | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exempter en entier | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclure en entier | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Consulter une autre institution | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autre | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

PARTIE 6 – Délais de traitement des consultations sur les confidences du Cabinet

| Nombre de jours | Nombre de réponses reçues | Nombre de réponses reçues après l'échéance |
|-------------------|---------------------------|--|
| 1 à 15 | 0 | 0 |
| 16 à 30 | 0 | 0 |
| 31 à 60 | 0 | 0 |
| 61 à 120 | 0 | 0 |
| 121 à 180 | 0 | 0 |
| 181 à 365 | 0 | 0 |
| Plus de 365 jours | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 |

PARTIE 7 – Ressources liées à la Loi sur l'accès à l'information

7.1 Coûts

| Dépenses | | Montant |
|--------------------------------------|---------|-----------------|
| Salaires | | \$41,500 |
| Heures supplémentaires | | \$0 |
| Biens et services | | \$1,734 |
| • Marchés de services professionnels | \$0 | |
| • Autres | \$1,734 | |
| Total | | \$43,234 |

7.2 Ressources humaines

| Ressources | Voués à l'AI à temps plein | Voués à l'AI à temps partiel | Total |
|--|-----------------------------------|-------------------------------------|--------------|
| Employés à temps plein | 0.00 | 1.00 | 1.00 |
| Employés à temps partiel et occasionnels | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Employés régionaux | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Experts-conseils et personnel d'agence | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Étudiants | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Total | 0.00 | 1.00 | 1.00 |